

Janine Guespin

Un projet communiste crédible et enthousiasmant pour l'émancipation humaine à l'échelle de la planète

l'idée que je soumetts ici à la discussion est que l'identité communiste, donc la visibilité du parti communiste, nécessite **un projet crédible et enthousiasmant** qui ne peut pas passer par les indispensables séquences électorales. Je propose **un projet pour l'émancipation humaine à l'échelle de la planète** qui est crédible dans les conditions actuelles. L'activité du PCF pourrait se déployer selon trois axes : la lutte contre les méfaits du gouvernement Macron, qui passe aussi par toutes les séquences électorales ; la participation et le développement des initiatives alternatives au capitalisme en France ; la mise en route d'un **projet pour l'émancipation humaine à l'échelle de la planète** qui permette/nécessite une activité du parti dès maintenant. Ces deux derniers axes nécessitent aussi un renouveau des structures d'action du parti.

Parmi les nombreuses leçons que nous pourrions tirer des dernières élections, il y a le fait que la *France en Commun* n'a pas su enthousiasmer les foules. Faut-il pour susciter l'enthousiasme un leader charismatique ? à l'évidence ça marche, au moins pour un temps (Macron a vite perdu de son éclat). Mais est-ce la seule façon ?

Il me semble qu'un véritable **projet communiste crédible** pourrait aussi susciter l'enthousiasme.

Que peut être un projet communiste crédible à l'heure actuelle ? est-ce possible ? Depuis déjà pas mal de temps, le projet communiste, le changement de la société par dépassement du capitalisme est devenu un « projet à long terme », autrement dit « pas crédible », et on l'a poussé sous le tapis, bien que la plupart des communistes y trouvent toujours une partie de leur identité. C'est une sorte de « non-dit », et cela fait peut être partie des multiples raisons pour lesquelles notre parti n'est plus reconnu comme porteur d'avenir. ***La conviction la plus profonde des adhérents n'apparaît pas publiquement.*** C'est une contradiction qui nous paralyse et qui doit être dépassée.

Les causes de cette « timidité », et de l'image rabougrie que se fait de nous la population sont multiples. L'une d'elles est sans doute liée aux les échecs successifs, pas seulement l'Union Soviétique, mais aussi le discrédit sur Cuba, et le fait, que chaque fois qu'un pays se libère un tant soit peu de la logique néolibérale, (de la Grèce au Vénézuéla ou même au Brésil), il est rattrapé et tout est fait pour qu'il « rentre dans le rang ». Les autres causes tiennent à notre activité elle même. La nécessaire lutte contre les méfaits de la politique néolibérale ne nous distingue pas, pour l'opinion publique, des diverses autres forces qui mènent cette lutte. Pire, nos alliances électorales, souvent utiles, avec le PS, nous ont largement fait (dé)considérer, par une opinion publique qui raisonne de façon linéaire et simpliste, (ni dialectique, ni complexe), comme un parti opportuniste, et pas vraiment anticapitaliste. Enfin, notre expression publique passe essentiellement par des séquences électorales, dont le but n'est pas le communisme, mais un programme à court terme susceptible, de réunir, de rassembler certaines des forces de gauche pour obtenir des élus et parvenir à mettre à la tête de l'État des forces anti-néolibérales (ce qui est différent de anti-capitalistes). Étape certainement nécessaire, mais qui, par ses objectifs à court terme, ne permet pas de montrer, en quoi il s'agit d'une partie d'un processus plus global.

Le résultat est que notre ***image publique*** est celle d'un parti réformiste, aux positions variables peut être un petit peu plus radical que d'autres, et avec des élus sur lesquels on peut compter, et qui sont donc souvent réélus. Mais le vote communiste, là où il n'a pas de chances de l'emporter n'est plus

considéré comme une revendication de gauche. A l'heure actuelle, pour une opinion publique, qui a certes toutes les raisons d'être désinformée, la différence entre le PCF et FI tient probablement surtout à la personnalité de Mélenchon, qu'il suscite admiration ou rejet. Parmi ceux (et ils ne doivent pas être nombreux) qui ont lu la *France en commun* et l'*Avenir en commun*, ceux qui ont vu une différence importante sont sûrement encore bien moins nombreux. Car l'exercice même des élections nous oblige à présenter un programme à court terme et courte vue, qui, pour utile qu'il soit, ne permet ni de faire vraiment la différence, ni de *porter notre identité communiste*. Le but des élections est d'avoir le plus de force possible, et pour cela il faut **le rassemblement le plus large possible**. Donc, à l'intérieur de ce rassemblement, *sans lequel il n'y aura pas de changement*, il est fondamental qu'il y ait toute la diversité des conceptions et tendances de gauche anti-libérale. Il faut aussi la présence de l'identité communiste, mais ce ne peut donc pas être là que nous pourrions forger cette identité, ni *faire comprendre la différence*. Nous devons y œuvrer en commun avec des forces qui n'ont pas le même objectif final.

Un projet communiste, marqueur fort de notre identité, ne peut donc pas être un programme électoral.

Comment alors peut-il être connu hors des membres du parti ? Et bien s'il est ***enthousiasmant***, s'il parle aux gens, notamment aux jeunes qui le relaieront alors sur les réseaux sociaux, s'il transcende les barrières de la routine et des idées reçues, s'il est ***crédible et commence dès maintenant***.

Et si **un projet communiste crédible** était **un projet pour l'émancipation humaine à l'échelle de la planète** ? On dira « utopie », un projet communiste quel qu'il soit, face à la force du capitalisme n'est pas crédible. Pourtant, comme le montrent Lucien Sève et Jean Sève, les présupposés économiques du communisme sont déjà là.

La donnée de base, c'est l'entrée criante du capitalisme en phase terminale, phase de folie qui mène dans le mur à la fois la planète et l'humanité civilisée, tandis que mûrissent à grande vitesse maintes conditions d'une société enfin sans classes. Une politique qui ne part pas entièrement de là est désormais sans avenir, donc aussi sans efficacité présente, ce que ne semble mesurer aucune des forces organisées existante Lucien Sève : « Le temps de la grande audace révolutionnaire revient, mais autrement » L'Humanité Entretien réalisé par Jérôme Skalski Lundi, 6 Novembre, 2017

Le communisme peut se concevoir actuellement à l'échelle planétaire . On produit assez de nourriture pour nourrir la population mondiale (la faim est due au maintien organisé des inégalités), les développements techniques sont suffisants pour faire face aux maladies, et pour alléger la vie de tous et internet permet de propager l'information et la formation partout. Actuellement les inégalités de développement entre les pays servent à maintenir le capitalisme et ses profits, grâce notamment, à un gaspillage effréné dans les pays dits « développés », en empêchant la majorité de la population mondiale d'accéder à ce niveau de vie (et de gaspillage) qui feraient disparaître les ressources en quelques mois. Les conditions techniques et économiques du communisme sont déjà présentes, alors que du temps de Marx, et surtout dans la Russie de Lénine, il n'en était rien.

On dira « utopie », le rythme de prise de conscience et de développement des divers pays est différent, et c'est d'ailleurs le principal atout du maintien du capitalisme. Et pourtant, avec le réchauffement climatique, la diminution des ressources (nous avons consommé avant septembre, tout ce que la planète peut renouveler en un an), de la biodiversité, et maintenant même le danger

d'une guerre nucléaire, l'idée que nous sommes « sur le même bateau » fait son chemin. Si la révolution dans un seul pays n'a pas pu se faire au siècle dernier, elle le pourra encore moins maintenant que les interactions sont devenues si importantes que le monde est devenu un vaste réseau de communications et de transferts d'informations, d'argent, de personnes, d'armes...

Un projet communiste à l'échelle de la planète, cela ne veut pas dire qu'un jour J, tous les peuples se soulèveront. Bon. Mais est-ce que ça veut dire quelque chose ?

Cela nécessite, à mon avis, trois dimensions : **un projet**, qui s'élabore dans chaque pays, se transmet, se discute internationalement, mais n'est pas forcément identique dans chaque pays ; des **relations** entre partis anticapitalistes du monde entier ; et des **solidarités actives** qui se tissent au niveau des citoyens à travers les innombrables interactions mondiales qui existent déjà, et qui combattent le repli fasciste sur des nations forteresses.

Il y a déjà de nombreuses associations, de très nombreuses personnes qui œuvrent, de ci de là, à tisser des solidarités. D'artisans du monde à médecins du monde, d'associations comme France-Amérique latine à tous ceux qui viennent en aide aux migrants de toutes sortes de façon, mais aussi les associations pour la préservation de la biodiversité, contre le réchauffement climatique contre les exactions politiques dans le monde etc...tout cela, amplifié, développé, mis en cohérence peut être la **condition nécessaire à l'émergence d'un projet politique global**, et à la **crédibilité** d'un projet vraiment enthousiasmant et novateur.

Nous sommes à l'ère de la mondialisation, le capitalisme est organisé mondialement et tire sa force de nos divisions qu'il fait tout pour maintenir, mais les projets politiques alternatifs ne dépassent que rarement les frontières, et n'envisagent l'internationalisme qu'au niveau des institutions, et surtout des discours, pas au niveau des citoyens et des actions concrètes

Devenir à la fois citoyen français et citoyen du monde, c'est peut être cela le projet communiste à l'échelle de la planète.

Concrètement, cela signifie quoi ? Pierre Laurent a défini deux axes lors de son discours à la dernière université d'été du parti : d'un côté lutter contre les mauvais coups de Macron et gagner des voix et des sièges, et de l'autre aider au développement de toutes les initiatives alternatives au capitalisme en France (ou innovations sociales comme l'ESS), ce qui est déjà relativement nouveau dans notre calendrier politique et qui me semble d'une importance fondamentale.

Je propose un troisième axe, un axe politique sur le communisme à l'échelle planétaire. Pas un vague espoir « à long terme », mais un axe de travail maintenant. Et de ce point de vue, il ne sera pas possible de dire, commençons par l'Europe, et quand on aura gagné en Europe on passera au reste du monde. L'Europe est pour nous un échelon mais si nous en restons là, comme elle symbolise aussi pour beaucoup, les mauvais coups du néolibéralisme, elle pousse à l'isolement nationaliste, comme on le voit partout actuellement. On ne viendra me semble-t-il valablement à l'échelon européen (nécessaire évidemment politiquement) que si on l'englobe d'entrée de jeu dans des préoccupations mondiales.

Rêvons. Si cet axe devenait un des trois axes du parti communiste après le congrès extra-ordinaire, **ce projet nécessiterait un renouvellement de l'organisation du parti**. En effet, il doit se faire et se penser à de multiples niveaux. Le niveau des relations entre la direction du parti et les autres

partis politiques et forces sociales anticapitalistes dans le monde est indispensable mais totalement insuffisant. « *prolétaires de tous les pays unissez vous* » est devenu plus urgent que jamais, et à la fois plus facile (avec les nouveaux moyens de communication) et plus difficile (à cause de la montée de l'individualisme et de la perte d'une conscience de classe). Cela nécessite un travail des communistes basé sur une intelligence collective la plus large possible, ce qui requiert une réforme de ses structures. Il me semble clair par exemple, qu'aucune « commission » du conseil national ne pourrait à elle seule, ni travailler valablement sur cette question, ni diriger ce travail. En revanche, si, après le congrès, la plupart des sections mettaient cette question à l'ordre du jour de certaines réunions, ouvertes à tous ceux/celles, autour d'elles que ces questions motivent, et impliquant le partage d'expériences militantes, n'arriverions nous pas à élaborer un programme crédible et enthousiasmant, à condition de mettre en commun, à l'échelle de la France, les idées émergentes et retours d'expériences et d'actions concrètes, ce que l'informatique permet maintenant ? A proposer aux « gens » des actions de solidarité plutôt que de rejet ? à nous investir politiquement dans les multiples réseaux de solidarité planétaire existants ? S'investir politiquement, cela ne veut pas dire en les dirigeant. **Cela veut dire en favorisant leur convergence, en France, mais aussi mondialement.** Cela veut dire aussi contribuer à faire émerger de toutes ces convergences, un projet politique. Les commissions du conseil national seraient alors l'organe qui rassemble et met en cohérence les résultats de ces réseaux, et non pas celui qui décide et « dit » (et qui est d'ailleurs diversement écouté et suivi à la base du parti). Notons qu'une telle modification de l'organisation du parti, une véritable mise en réseau des communistes (au sens large) par thèmes, est également nécessaire pour la réalisation du deuxième axe, le développement des initiatives non-capitalistes. Ces deux axes (communisme à l'échelle de la planète et initiatives alternatives en France) partagent à l'évidence un certain nombre d'actions et de préoccupations et seront peut être appelés à fusionner ultérieurement, et sont complémentaire de l'axe de lutte contre Macron avec lequel ils se conjuguent pour les actions concrètes vers du communisme dès maintenant. Ce serait un appel d'espoir susceptible de motiver, d'enthousiasmer de très nombreux jeunes qui viendraient grossir les rangs de ceux qui construisent ce projet communiste à l'échelle planétaire. Ce serait **la signature de notre identité communiste** parce que ce serait la façon de le voir se réaliser un jour.

Et cela nous permettrait, lors des séquences électorales, de rechercher ce rassemblement large, franco-français, qui représente une pomme de discorde actuellement entre nous, car il est indispensable mais il entre en contradiction avec notre identité de communiste, et ne permet pas d'avoir et de diffuser un projet communiste. Ainsi, nous pourrions nous engager sans état d'âme dans ce rassemblement, en recherchant l'unité, un programme réformiste actualisable, et un porte parole du rassemblement qui ne sera communiste que lorsque nous aurons acquis la majorité dans la gauche, car nous ne risquerions pas d'y perdre notre identité. Elle serait gagée sur l'ensemble de nos activités et non sur des séquences électorales d'autant plus déformantes que la Ve république est moins démocratique.